



CONFÉRENCE NATIONALE DE GAUCHE SOCIALISTE

SAMEDI 2 FÉVRIER 2008

RAPPORT SUR LA SITUATION POLITIQUE



2008, vers une récession aux États-Unis

1. Le ralentissement de l'économie américaine est une situation de fait. Il est même d'autant plus notable qu'il apparaît en contraste complet avec la croissance de l'économie mondiale, aujourd'hui dopée par l'important développement des économies chinoise et indienne qui devraient poursuivre une progression aux alentours de 10 pour cent de leurs PIB respectifs.
2. L'économie américaine se retrouve donc avec une véritable surproduction de logements par rapport à la demande. La construction résidentielle en est fortement ralentie. Les difficultés et l'endettement des ménages risquent de déboucher sur la diminution de la consommation ce qui va à son tour amplifier la crise. Les banques et de fonds privés de pensions, d'assurances ont dans leurs comptes une quantité très élevée de créances douteuses. Face aux pertes subies par les banques et les institutions financières, les conditions de crédit se resserrent, non seulement pour les particuliers, mais également pour les entreprises exerçant une pression à la baisse sur les investissements. Cette situation a des répercussions à l'échelle de l'ensemble des pays du G7 qui devraient connaître une décélération de leur croissance en 2008. Cette situation crée des risques élevés de récession pour l'ensemble de l'économie américaine même si la hauteur des profits, la baisse de la valeur du dollar par la Réserve fédérale et la force des exportations ont empêché jusqu'ici que ce ralentissement de l'économie américaine ne débouche sur une récession véritable. Mais une telle éventualité demeure possible.
3. L'appréciation du dollar canadien a accentué les difficultés du secteur manufacturier canadien qui est concentré en Ontario et au Québec. Le solde commercial se détériorera davantage l'an prochain. La baisse de l'activité au sein du marché immobilier aux États-Unis a déjà entraîné et continue de provoquer un ralentissement des exportations canadiennes de matériaux de construction, mais aussi de la plupart des autres biens et services de consommation en raison d'une croissance moins rapide de la demande américaine.
4. Le secteur manufacturier au Québec verra ses difficultés s'aggraver. Depuis la fin 2002, le secteur manufacturier québécois a perdu 135 000 emplois. Le secteur du bois d'œuvre en particulier éprouve de sérieuses difficultés compte tenu de l'affaiblissement du marché résidentiel américain. Les entreprises du papier journal sont soumises au recul de la demande nord-américaine. Si on combine cette situation avec l'ouverture de nouvelles usines performantes en Amérique du Sud qui augmentera l'offre de papier journal, cela approfondira la baisse sur les prix l'an prochain et exacerbera les problèmes de rentabilité de ce secteur. Les pertes d'emplois manufacturiers devraient donc s'intensifier suite aux difficultés connues par l'économie américaine. Et cela d'autant plus que le dollar canadien risque de maintenir sa parité avec le dollar américain.
5. Le fondement de ce ralentissement ou récession éventuelle se trouve dans la baisse considérable des revenus salariaux dans la répartition globale des revenus et dans la concentration de la richesse dans les sommets de la société. On assiste à l'approfondissement des failles dans les bases de l'économie américaine : consommation folle basée sur l'explosion du crédit et de l'endettement, développement du

déficit du commerce extérieur et financement de l'investissement par le reste du monde particulièrement par les pays émergents.

6. La baisse continue du dollar depuis le début 2002 inquiète étant donné le niveau très élevé de la dette extérieure. Depuis 2002, le dollar a perdu plus de 25% de sa valeur. Il ne s'agit plus seulement d'un mouvement conjoncturel. Tous les grands investisseurs hors des États-Unis se questionnent maintenant sur la façon de procéder au regard d'une monnaie de réserve qui connaît une érosion de sa valeur depuis des années. Avec cette baisse continue du dollar et les pertes qu'elle provoque, une crise de confiance envers le dollar devient aujourd'hui envisageable.

7. Au Canada et au Québec, les prédictions de croissance sont réécrites à la baisse. On parle maintenant de parler de ralentissement. Mais ce ralentissement frappera de façon inégale les différentes régions du Canada et les différents secteurs de l'économie. Si les provinces de l'Ouest connaissent une croissance importante, les régions où se concentre le secteur manufacturier tourné vers l'exportation, le Québec et l'Ontario vont connaître les conséquences de la récession américaine et de l'affaiblissement du pouvoir d'achat de la population des États-Unis.

2008 au Canada, année électorale et politique militariste

1. Avec l'élection du Parti conservateur, la politique canadienne a été marquée par un tassement considérable à droite. Cela s'est révélé particulièrement par la politique internationale développée par le gouvernement Harper : soutien de l'agression israélienne au Liban, intervention dans la guerre impérialiste en Afghanistan, développement des budgets militaires, renforcement des lois répressives contre les immigrants... L'alignement canadien sur l'administration de Washington s'illustre également dans l'abandon des accords de Kyoto et un développement énergétique qui se fait de plus en plus à la solde des besoins des États-Unis. L'exploitation des sables bitumineux avec les désastres écologiques considérables qu'elle est en train d'engendrer est une parfaite illustration de cet état de fait.

Le Canada est entré dans un processus de réarmement qui nous fait croire que le pays est désormais engagé dans une spirale belliqueuse trouvant, du moins officiellement, ses fondements dans la nécessité d'assurer la défense de l'Amérique du Nord et dans la logique d'augmenter son influence dans le monde. En 2002, il s'est engagé dans une guerre d'invasion sans trop savoir pourquoi, c'est-à-dire, en étant de facto contraint par les États-Unis de répondre à leurs attentes comme l'exprimait avec satisfaction l'ex-ambassadeur des É.-U. au Canada, Paul Celucci en avril 2005 : « Washington était encouragé de constater ce qu'il a qualifié « d'augmentation substantielle » des dépenses militaires. « C'est ce que nous avons respectueusement suggéré... Les Forces canadiennes sont très bien et il est important qu'elles disposent des ressources dont elles ont besoin pour poursuivre leur travail en Amérique du Nord et partout dans le monde » des aéronefs de transport stratégique et tactique, des hélicoptères de transport, des camions logistiques, des composants connexes sur les plans de la logistique et de l'entraînement, des navires ravitailleurs, des navires de patrouille armés pour l'Arctique, etc. En septembre, le total des dépenses avait dépassé les 22 G\$ sans compter les coûts d'entretien. Des dizaines de milliards de dollars sont désormais engagés dans le processus de réarmement du Canada, et ce, pour de nombreuses années et l'année 2007 en marquera le point de départ. Des décisions sont prises par un gouvernement minoritaire qui mobilise l'ensemble des ressources du pays sans rencontrer une véritable opposition. Des dépenses qui trouvent une certaine légitimité dans un programme de propagande gouvernementale bien appuyé par les médias.

3. Le gouvernement Harper risque de tomber autour de la question de l'Afghanistan, tant le Bloc que le NPD était décidé à voter contre le soutien au rapport Manley. Il semble maintenant acquis que le PLC fera un choix identique. Le gouvernement élu sera-t-il encore minoritaire et conservateur et majoritaire? Au

Québec le Bloc se voit contesté dans une série de comtés par le Parti conservateur. Le NPD peut marquer un certain nombre de points, mais il n'est pas un réel candidat au pouvoir. Les enjeux de ces élections sont pourtant considérables et la gauche ne peut rester neutre dans cette importante élection

2008 au Québec, une année préélectorale

1. Le gouvernement minoritaire de Jean Charest se maintient au pouvoir cette année. L'ADQ a annoncé qu'elle ne voterait pas contre le budget du gouvernement libéral. Le gouvernement a concentré ses attaques contre le mouvement syndical dans sa première année de mandat. Et il a gagné. S'il reste encore minoritaire chez les francophones, le taux de satisfaction envers ce gouvernement a dépassé en janvier 2008. Les derniers sondages placent le PQ légèrement en avance, suivi du PLQ et de l'ADQ qui semble connaître quelques difficultés. Mais les sondages ne marquent un décrochage majeur d'aucun parti politique. Tout semble demeurer encore possible en termes d'éventuelles victoires, y compris un troisième gouvernement libéral, et la possibilité de l'élection d'un nouveau gouvernement minoritaire reste l'éventualité encore la plus probable.
2. Le Parti libéral continue à mener ses politiques néolibérales. La promotion du libre-échange entre le Québec et l'Europe, les réductions importantes des impôts pour les entreprises, le soutien à la construction de ports méthaniers, une politique hydro-électrique visant l'exportation, la mise en place de commission Gastonguay pour planifier la privatisation du secteur de la santé, le sous-financement des institutions scolaires, la hausse des frais de scolarité des étudiant-e-s... ne sont que quelques exemples de l'orientation néolibérale consécutive du gouvernement Charest. Sa démagogie environnementaliste n'est qu'un mince vernis qui ne saurait cacher la réalité de ses politiques. Sur le plan national, si ce ne sont les quelques escarmouches avec Harper sur différents dossiers qu'il essaie de capitaliser pour montrer en défenseur du Québec, son fédéralisme reste inconditionnel et son autonomisme plus que timide. Sa volonté de mettre le couvercle sur la question linguistique en repoussant la publication des études démolinguistiques sur l'avenir et la situation du français risque de renforcer la méfiance à son égard chez les francophones tout particulièrement.
3. L'ADQ s'est avéré incapable de profiter de son statut d'opposition officielle comme marche vers le pouvoir. Depuis, l'élection, ce parti est en baisse dans les sondages. Il a pu miser sur sa démagogie anti immigrante, pour mousser sa popularité, et se définir comme le défenseur des francophones du Québec. Le PQ n'a pas hésité à renouer avec un nationalisme identitaire (en marginalisant, dans son discours, le nationalisme civique) et à reprendre l'initiative à ce niveau.
4. L'arrivée de Pauline Marois à la tête du PQ a permis de bloquer le développement de la crise organisationnelle du Parti québécois. La nouvelle cheffe a défendu ouvertement les thèses de la couche technocratique (des ministrables et associé-e-s) qui désire reprendre le pouvoir le plus rapidement possible. Pour ce faire, ce courant croit qu'il est nécessaire de rompre avec l'obligation de tenir un référendum dans un délai déterminé à l'avance. C'est ce qu'on appelle maintenant la rupture avec le référendisme. Elle a trouvé dans le concept de la stratégie proposée par Gérald Larose, « la transformation de la gouvernance provincialiste en gouvernance souverainiste, la couverture idéologique d'une orientation autonomiste qui refuse de dire son nom. Elle croit également qu'il est nécessaire de faire un recentrage (droitisation du parti) au niveau social. Il s'agit pour la couche technocratie de redéfinir le PQ plus à droite, à l'image de l'évolution droitrière de l'ensemble de la social-démocratie internationale qui se définit comme simple accompagnante de l'évolution néolibérale des sociétés capitalistes. Concrètement pourra vouloir dire : augmentation des

frais de l'hydro-électricité, refus de rompre avec le développement de la filière pétrolière et gazière comme l'illustre le refus du PQ de se ranger dans l'opposition au projet Rabaska, augmentation des frais de scolarité qui ont été soutenus de facto par ce parti par son soutien au dernier budget Charest, introduction de tarifs modérateurs de la santé qui reste une hypothèse.

5. Le SPQ-libre tente de sauver sa mise en essayant de proposer des orientations intéressantes sur les questions sociales sans dire un seul mot sur l'orientation que prend le parti et sa direction. Alors que le tassement à droite se prépare, le SPQ-libre propose d'invoquer la clause nonobstant pour soustraire le Québec à l'arrêt Chaouilli et proclamer l'adhésion du PQ au système de santé publique, universel et gratuit. S'il est vrai que certains députés ont soulevé cette position à l'Assemblée nationale, ils ont été remis à l'ordre par Pauline Marois elle-même. Et, il est bien connu, que le PQ veut reconnaître une place au privé dans le secteur de la santé. La volonté de mettre en place une véritable Télé nationale est également une excellente mesure. La proposition du SPQ-libre d'ouverture d'un immense chantier pour doter le Québec d'un vaste réseau de trains rapides mus à l'électricité reliant est aussi une proposition importante. Cette proposition se retrouve dans la plate-forme de Québec solidaire, et non dans celle du PQ. Mais le plus bizarre, pour les indépendantistes, c'est d'endosser l'idée de gouvernance souverainiste et de soutenir des projets de loi (195 citoyenneté et 196 constitution), qui sont des gadgets autonomistes qui ne feront en rien avancer le Québec vers l'indépendance. Le SPQ-libre présente le projet de référendum par initiative populaire (500 000 signatures), leur façon de rompre avec le référendisme. Cette proposition sera bien plutôt perçue au sein du PQ comme une façon de maintenir ce référendisme et qui a pour la couche technocratique d'enlever à la couche technocratique, le contrôle de l'agenda.

6. Le Parti vert recueille 5 à 6 % dans les sondages et Québec solidaire de 3 à 4%. Si 300 000 personnes ont voté pour ces partis aux dernières élections et que ces 8 à 10% ne constituent une réalité indéniable, cela reflète, de façon déformée bien sûr, que la radicalisation politique demeure tout de même limitée au Québec et que les classes dominantes ont l'initiative du jeu politique. La volonté de définir les échéances électorales comme les seules échéances politiques véritables devant Québec solidaire et beaucoup d'espoirs sont maintenant placés sur les victoires éventuelles des porte-parole comme le passage obligé de la sortie de la marginalité. Si cet argument n'est pas dépourvu de réalité, toute vision unilatérale à cet égard pourrait nourrir des lendemains qui déchantent.

Les mouvements sociaux et échéances politiques

Le mouvement syndical

Décembre 2005, c'est en utilisant le bâillon que le gouvernement Charest fait adopter une série de lois antisyndicales, dont le décret du secteur public. Une riposte prenant la forme d'une grève générale inter centrale n'aura pas lieu. Le gouvernement a infligé une défaite importante au mouvement syndical. Le mouvement gréviste a connu depuis 2006 une régression importante. Le nombre jours-personnes perdus est passés de 1 450 950 en 2005 à 145 242 en 2006 et 166 546 en 2007. Dix fois moins. Au niveau des personnes touchées, le mouvement gréviste est passé de 114 697 en 2005 à 5 370 en 2007 et 8 210 en 2007. . Au niveau du nombre de grèves, il y a trois moins de grèves que durant les décennies précédentes. La défaite de 2005 a été sanctionnée un recul important du mouvement gréviste

Une lutte juridique essentielle pour la restauration des droits d'association et de négociation

Et les Centrales syndicales du Québec tentent aujourd'hui le restaurer le droit d'association et de négociation dans le secteur public. L'invalidation de la loi 30, portant sur la fusion des accréditations dans le secteur de la santé par la Cour supérieure, constitue un gain important. Les centrales veulent continuer la contestation juridique et elles demandent que les lois 7 et 8, qui ont retiré le droit d'association aux travailleuses et travailleurs œuvrant dans les services de garde en milieu familial, soient également invalidés. La loi 43 (projet de loi 142) est également dans la cible des centrales.

Une campagne syndicale pour la sauvegarde et l'amélioration du système de santé publique au Québec.

La CSN et la FTQ ont décidé de mener une campagne conjointe face à la privatisation d'une partie du système de santé et face aux dangers liés à l'élargissement de l'assurance-maladie privée. La campagne vise à mettre un terme aux assauts contre le système public de santé, pour défendre l'accès aux soins pour tous et toutes et sans discrimination fondée sur la capacité de payer. Des panneaux sur les axes routiers sont déjà installés pour porter le message de cette campagne.

Contre le renforcement des inégalités sociales

La Centrale des syndicats du Québec fait de la lutte contre l'appauvrissement sa grande priorité pour l'année 2008. Cette centrale signale que les inégalités sociales s'aggravent au Québec et que l'appauvrissement a des effets particulièrement dramatiques sur la santé des enfants. En effet, si le taux de chômage a baissé ces dernières années, les nouveaux emplois créés sont souvent des emplois à statut précaire, des emplois non syndiqués moins bien payés et qui participent de la détérioration des conditions d'existence y compris chez les travailleuses et les travailleurs qui ont un emploi.

Le secteur manufacturier à la dérive

Ce n'est pas seulement le secteur forestier qui se retrouve dans une situation difficile. L'ensemble du secteur manufacturier au Québec a perdu 135 000 emplois depuis décembre 2002. Le ralentissement de l'économie américaine avec la crise majeure dans le secteur de la construction et la hausse de la valeur du huard risque d'approfondir encore plus cette crise et les pertes d'emplois s'annoncent encore plus dramatiques pour l'année qui vient. On ne peut espérer faire face à cette situation sans élaborer un plan d'ensemble de reprise en main par l'État des secteurs stratégiques de notre économie. Le mouvement syndical, s'il se limite à proposer des stratégies visant à favoriser la rentabilité des entreprises privées, seront tout à fait incapables de proposer de réelles alternatives pour faire face à cette crise majeure de ce secteur.

L'unité syndicale de la base au sommet, un impératif incontournable !

Pour imposer la défense des droits syndicaux, pour pouvoir mener des campagnes politiques contre la privatisation du secteur de la santé, pour lutter contre les pertes d'emplois massives dans le secteur manufacturier, le mouvement syndical doit dépasser sa fragmentation actuelle et prendre les initiatives nécessaires à des luttes syndicales et politiques d'ensemble. Face à l'offensive néolibérale, l'unité militante de l'ensemble du mouvement syndical est une nécessité incontournable pour bloquer une nouvelle détérioration du rapport de force qui ne pourrait que favoriser le patronat

Le mouvement des femmes

Les politiques néolibérales des deux paliers de gouvernement menacent les acquis sociaux des femmes. Elles entraînent des reculs pour les femmes, la dégradation de leurs conditions de vie et de travail et fragilisent plusieurs groupes féministes. Le gouvernement conservateur minoritaire a témoigné d'un immense mépris et d'une grande misogynie en abolissant le financement d'activités de défense des droits des femmes. Ceci a mené, entre autres, à la fermeture des bureaux de l'Association nationale femmes et droit, un important groupe de femmes du Canada. Tous les groupes de femmes au Canada et au Québec sont très sérieusement menacés par cette coupe injustifiée, d'autant plus que les statistiques démontrent que dans les faits l'égalité pour toutes les femmes est loin d'être acquise ! Le gouvernement Harper a aussi aboli le Programme de contestation judiciaire et il a refusé d'adopter une loi proactive sur l'équité, autant d'échos de cette droite montante qui menace les droits des femmes au Canada.

Le FFQ a décidé de coordonner diverses activités entourant les prochaines campagnes électorales québécoise et canadienne afin d'y faire valoir un point de vue féministe, particulièrement sur les enjeux reliés à la famille. Le comité des jeunes de la FFQ organise avec d'autres groupes un rassemblement pancanadien de jeunes féministes « Toujours rebELLEs à l'automne 2008 afin d'enraciner, et de contribuer à renforcer le mouvement des jeunes féministes au Canada. La FFQ va continuer d'appliquer le plan d'action de la marche mondiale des femmes et faire de la lutte contre la mondialisation capitaliste et patriarcale un axe de son travail

Mouvement écologique, contre les ports méthaniers – naissance d'une nouvelle coalition

« Le projet Rabaska est devenu avec le temps l'«Affaire Rabaska». *«Exemple classique d'un projet imposé du haut vers le bas»*, pour reprendre les paroles de Thomas Mulcair, ex-ministre responsable de l'environnement, Rabaska s'avère de plus un projet qui s'appuie sur la dissimulation. Il ne répond à aucun besoin du Québec et menace non seulement la santé et la sécurité de sa population, mais aussi son patrimoine paysager et naturel, son environnement et sa sécurité énergétique. Plus qu'à une dégradation environnementale, sociale et culturelle, c'est aussi à une participation au pillage énergétique de la planète que nous convient promoteurs et gouvernants. Le cas échéant, ce sont nos enfants et petits-enfants qui auront à en payer la facture, intérêts compris. » (extrait du manifeste)

Le mouvement antimilitariste

Le mouvement pacifiste canadien lance une campagne nationale contre ce processus. En effet, le 9 février prochain se tiendront des audiences publiques à Montréal sur le retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan. Selon les propos du Collectif Échec à la guerre : « Si nous voulons en finir avec la guerre et le militarisme, avec les atrocités, la destruction, la dévastation et le gaspillage qui en résultent, il est donc impérieux que les citoyenNEs et les organismes de la société civile expriment haut et fort leur volonté à cet égard et fassent cesser les tergiversations politiciennes. Alors qu'il y aura vraisemblablement déclenchement d'élections fédérales assez tôt en 2008, nous devons faire en sorte que le retrait des troupes canadiennes en soit un enjeu majeur » (Collectif Échec à la guerre, 2008).